VERS UNE ECONOMIE MENSTRUELLE VERTE ET DURABLE AU BENIN



Ange-Marie Nicodème ESSE

Table des matières

Contexte 2

I. Le défi : une économie menstruelle non durable et source d'inégalités 4

1.1. Une forte dépendance extérieure
1.2. Une production nuisible à l'environnement
1.3. Un tabou persistant qui inhibe la planification publique

II. Vers une souveraineté menstruelle : produire mieux, produire local, produire durable 9

2.1. Promouvoir des matériaux écologiques locaux
2.2. Encourager l'entrepreneuriat menstruel durable
2.3. Mettre en place un cadre normatif et fiscal incitatif

III. Réduire l'empreinte écologique des règles : vers une gestion responsable des déchets menstruels 12

3.1. Nommer, reconnaître et intégrer les déchets menstruels dans les politiques publiques
3.2. Innover dans les systèmes de traitement
3.3. Former et impliquer les communautés

IV. Éduquer, innover, transformer : les moteurs d'une économie menstruelle durable 15

4.1. L'éducation menstruelle comme levier de durabilité
4.2. Renforcer la gouvernance et la coordination
4.3. Encourager la recherche et l'innovation

V. Recommandations pour une économie menstruelle verte au Bénin 18

Conclusion 19

Contexte

La menstruation est un processus biologique naturel, qui reste encore chargé de tabous, d'inégalités et d'injustices systémiques, particulièrement en Afrique subsaharienne. Cette situation n'est pas seulement une question de santé publique, ni un enjeu exclusivement social. La dignité menstruelle se situe au croisement de multiples dimensions, le droit, l'économie, l'environnement, la justice sociale, l'éducation et les dynamiques communautaires [1].

Longtemps invisibilisée, elle est pourtant révélatrice des inégalités structurelles qui touchent les filles, les femmes, mais aussi de la manière dont nos sociétés organisent ou négligent l'accès et la gestion de produits essentiels à la dignité humaine.



Dans un contexte de crise climatique où les systèmes de gestion des déchets sont déjà sous pression [2], le Bénin ne peut ignorer l'urgence d'une transition vers une économie menstruelle verte et durable. Celle-ci suppose la mise en place de chaînes de valeur locales, circulaires et respectueuses de l'environnement, fondées sur l'innovation, la justice sociale et l'autonomisation économique des femmes.

[1] UNFPA. (2024). Menstrual Health to Ensure No One is Left Behind with Emphasis on Persons with Disabilities.
[2] https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/



Ce sang qu’on évite de regarder raconte, page après page, l’inégalité silencieuse que vive tant de filles et de femmes. Et derrière cette trace de sang, il y a des vies entières marquées par le manque, le silence et l’oubli institutionnel.

Le défi

Une économie menstruelle non durable et source d'inégalités

Plusieurs études aux Pays-Bas, révèlent qu'une femme utilise entre 11 000 et 16 000 produits menstruels au cours de sa vie, produisant 150 kg de déchets de tampons et de serviettes hygiéniques [3]. Bien que ces données proviennent d'un contexte différent, elles sont des indicateurs qui permettent d'appréhender l'ampleur et le poids du phénomène à l'échelle mondiale. Au Bénin, plus de la moitié de ces produits sont importés, essentiellement sous forme de serviettes jetables non biodégradables. Cela entraîne trois problèmes majeurs.

1.1. Une forte dépendance extérieure

La quasi-totalité des protections menstruelles provient de chaînes d'approvisionnement internationales. Cette dépendance :

- **renchérit les coûts pour les personnes menstruées,**
- **fragilise l'accès en cas de perturbations économiques ou logistiques,**
- **pénalise les ménages en situation de précarité.**

[3] WECF International. (2020) . Toxic Free Periods: Eco-friendly healthy plastic free periods. Disponible sur: https://www.wecf.org/toxic-free-periods/

Le défi

Une économie menstruelle non durable et source d'inégalités

1.2. Une production nuisible à l'environnement

Au cours des dernières décennies, l'utilisation de produits menstruels absorbants à usage unique, tels que les tampons et les serviettes hygiéniques, a explosé. Fabriqués à partir de pâte de bois, de coton et de viscose, ainsi que de plusieurs plastiques (polyester, polyéthylène, polypropylène, etc.), ces produits ont un impact environnemental tout au long de leur cycle de vie.

Les serviettes hygiéniques jetables contiennent jusqu'à 90 % de plastique, et elles mettent 500 à 800 ans à se décomposer [2]. A cela s'ajoute le suremballage plastique, souvent utilisé pour conditionner chaque unité. Chaque mois, des tonnes de déchets menstruels se retrouvent dans les dépotoirs, les caniveaux, les plages ou les latrines. Ces déchets :



- **contribuent à la pollution plastique,**



- **aggravent les risques sanitaires,**



- **compromettent la gestion municipale des déchets.**

[2] https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/

Le défi

Une économie menstruelle non durable et source d'inégalités

1.3. Un tabou persistant qui inhibe la planification publique



La honte menstruelle s'inscrit dans des rapports sociaux de genre inégalitaire. Les traditions culturelles et religieuses autour des périodes proviennent souvent de normes patriarcales discriminatoires concernant le statut et la place d'une fille dans la société [4].



Parce que les menstruations sont encore entourées de silence, les déchets menstruels sont rarement nommés dans les stratégies environnementales.

Or les serviettes hygiéniques sont comptées parmi les déchets plastiques non recyclables les plus courants dans les décharges ouvertes [5]. Pourtant, la majorité des stratégies municipales de gestion des déchets au Bénin ne mentionnent pas explicitement les déchets menstruels.

[4] https://plan-international.org/srhr/menstruation/

Le défi

Une économie menstruelle non durable et source d'inégalités

1.3. Un tabou persistant qui inhibe la planification publique

En 2022, l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) souligne que les déchets plastiques sont globalement catégorisés sans distinction de source.

Comme le rappelle l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2021), « les systèmes de gestion des déchets ne tiennent pas suffisamment compte des besoins menstruels parce que les menstruations demeurent un sujet non discuté dans les espaces de décision ».

Il en résulte une absence de politiques de tri spécifiques, de mécanismes de collecte sécurisés ou d'initiatives de recyclage adaptées aux réalités des femmes et des jeunes filles.



Production locale de serviettes réutilisables et biodégradables.

Vers une souveraineté menstruelle

Produire mieux, produire local, produire durable

Une économie menstruelle verte repose avant tout sur une transformation profonde de modes de production. Le Bénin dispose de ressources naturelles, de savoir-faire locaux et d'un potentiel entrepreneurial considérable qui peuvent constituer de véritables catalyseurs de changement en faveur d'une souveraineté menstruelle.

2.1. Promouvoir des matériaux écologiques locaux



Les alternatives durables aux protections jetables conventionnelles existent. Celles-ci incluent notamment le coton biologique cultivé localement, les fibres de bambou, les fibres d'ananas et de bananier, ainsi que des polymères biodégradables.
Ces matériaux :

- réduisent l'empreinte environnementale ;
- stimulent l'agriculture durable ;
- valorisent les filières locales.



Vers une souveraineté menstruelle

Produire mieux, produire local, produire durable

2.2. Encourager l'entrepreneuriat menstruel durable

Le Bénin voit émerger, de manière encore marginale, des initiatives de fabrication de serviettes réutilisables, de culottes menstruelles et d'innovations artisanales. Pour amplifier ces efforts, un soutien structurel est nécessaire, à travers :

- la création des incubateurs dédiés aux innovations menstruelles vertes ;
- la mise en place des financements publics et privés ;
- un accompagnement technique pour garantir la qualité sanitaire des produits.

2.3. Mettre en place un cadre normatif et fiscal incitatif

La souveraineté menstruelle ne saurait se concrétiser sans un appui institutionnel fort. A cet effet, il est urgent de :

- développer des normes de qualité écologique pour les produits menstruels,
- réduire les taxes sur les matières premières écologiques,
- accorder des exonérations aux entreprises produisant localement des solutions durables.

Produire autrement ne relève donc pas de l'utopie, mais constitue une opportunité économique réelle et un puissant levier de justice sociale.



Derrière une seule serviette jetable, il y a jusqu’à 90 % de plastique… et des siècles d’impact environnemental.

Réduire l’empreinte écologique des règles

Vers une gestion responsable des déchets menstruels

Aujourd’hui, les déchets menstruels ne font l’objet ni d’un tri spécifique, ni d’une collecte adaptée, ni d’un traitement conforme aux normes environnementales. Pourtant, des solutions concrètes et adaptées aux contextes urbains comme ruraux peuvent être mises en œuvre.

3.1. Nommer, reconnaître et intégrer les déchets menstruels dans les politiques publiques

La reconnaissance explicite de la catégorie de « déchets menstruels » dans les textes législatifs ou règlementaires en matière de gestion des déchets constitue un acte transformateur. Nommer, c’est reconnaître et reconnaitre, c’est légitimer l’action publique.





Réduire l'empreinte écologique des règles

Produire mieux, produire local, produire durable

3.2. Innover dans les systèmes de traitement

Dans une perspective de réduction de la pollution tout en respectant la dignité des usagères, plusieurs options peuvent être envisagées, notamment :

- l'installation d'incinérateurs écologiques à basse émission peuvent être installés dans les écoles, universités et centres de santé ;
- l'expérimentation des techniques de compostage peuvent être envisagées pour les produits biodégradables ;
- la création des points de collecte spécialisés peut être créés dans les marchés, les lycées, les campus et les espaces communautaires.

3.3. Former et impliquer les communautés

La gestion durable des déchets menstruels ne saurait être efficace sans une implication active des communautés. Elle nécessite :

- la formation des agents de collecte municipale ;
- des campagnes auprès des jeunes et des femmes ;
- l'implication des leaders communautaires.

L'enjeu dépasse ainsi le cadre technique et environnemental. Il est également culturel, éducatif et lié au droit à l'information.



« L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde. » *Nelson Mandela*

GLOBAL YOUTH MOBILIZATION

Health Access Initiative

Éduquer, innover, transformer

Les moteurs d'une économie menstruelle durable

Une transition écologique menstruelle ne peut se limiter à une simple substitution de produits. Elle suppose une transformation des représentations sociales, sans éducation et sans innovations technologiques adaptées au contexte. C'est à cette condition que la durabilité environnementale pourra s'articuler pleinement avec la justice sociale et la santé publique.

4.1. L'éducation menstruelle comme levier de durabilité

L'intégration d'une éducation menstruelle complète et inclusive dans les programmes d'éducation sanitaire constitue un levier de changement. Cette éducation doit inclure :

- une meilleure compréhension du cycle menstruel ;
- une information claire sur les alternatives écologiques disponibles ;
- une sensibilisation aux pratiques de tri et de gestion durable des déchets menstruels.



Éduquer, innover, transformer

Produire mieux, produire local, produire durable

4.2. Renforcer la gouvernance et la coordination

La transversalité de la question menstruelle exige une approche intégrée et intersectorielle. Le ministère de la santé ne peut, à lui seul, porter la transformation. Un véritable changement nécessite une coordination étroite :

- entre les secteurs de la santé, de l'environnement, de l'industrie, de l'éducation et des affaires sociales,
- avec les collectivités territoriales et les organisations communautaires,
- avec les universités, les chercheurs, les entrepreneurs verts.

4.3. Encourager la recherche et l'innovation

La production de données fiables est un impératif pour orienter les décisions publiques. Il faut développer des recherches interdisciplinaires portant sur :

- les alternatives biodégradables,
- les impacts environnementaux des déchets menstruels,
- les modèles économiques durables,
- les comportements et normes sociales.

Le Bénin pourrait devenir une référence en Afrique de l'Ouest sur l'innovation menstruelle durable.


Mero

Recommandations

Pour une économie menstruelle verte au Bénin

Les stratégies suivantes s'imposent pour une transition réussie :

- Élaborer une politique nationale de dignité menstruelle durable.
- Subventionner les produits écologiques locaux.
- Créer un label national "Menstruel Vert".
- Soutenir les coopératives féminines et les entreprises sociales.
- Encourager la fabrication locale de produits biodégradables.
- Faciliter l'accès au financement pour les start-ups menstruelles.
- Intégrer explicitement les déchets menstruels dans la réglementation.
- Mettre en place des systèmes de tri et de collecte dédiés.
- Déployer des incinérateurs écologiques dans les établissements publics.
- Former les jeunes, les agents municipaux et les enseignants.
- Lutter contre les tabous par des campagnes nationales.
- Renforcer l'engagement des hommes et des garçons dans la dignité menstruelle.
- Mettre en place des indicateurs de suivi des politiques menstruelles.
- Financer les recherches sur les innovations technologiques et sociales.
- Produire des évaluations d'impact des programmes menstruels.

Conclusion



Le Bénin a aujourd'hui la possibilité historique de bâtir une économie menstruelle verte, inclusive et souveraine, fondée sur les ressources locales, l'innovation sociale et la participation active des femmes. Investir dans cette transformation, c'est garantir la dignité menstruelle, réduire la pollution plastique et renforcer la résilience climatique du pays.

C'est aussi inscrire le leadership des femmes béninoises au cœur des transitions écologiques et sociales. L'économie menstruelle n'est donc pas qu'un secteur : elle est un levier de justice, de santé publique, de développement durable et de transformation sociétale.



Ange-Marie Nicodème ESSE est un professionnel de santé publique spécialisé en droits sexuels et reproductifs, justice menstruelle, autonomisation corporelle et égalité de genre. Engagé dans l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables, il s'impose aujourd'hui comme l'une des voix montantes du plaidoyer féministe intersectionnel au Bénin. Co-fondateur et Directeur Exécutif de Health Access Initiative (HAI), il mène des actions innovantes pour réduire les inégalités sociales de santé à travers l'approche participative, le legal empowerment et la production de connaissances. Sous sa direction, HAI a été reconnue meilleure jeune organisation en 2023 et 2025. Représentant National de la Chaire UNESCO Éducation et Santé, il contribue au développement de cadres méthodologiques, à la promotion d'approches sensibles au genre et au renforcement de réseaux de jeunes. Titulaire d'un Master en Promotion de la Santé, il travaille sur les déterminants sociaux, l'accès équitable aux services, l'intersectionnalité et les politiques inclusives. Il a également été sélectionné par ARROW dans le programme AWID 2024 Young Researchers, renforçant son expertise en recherche participative et justice structurelle.

Guidé par une vision : bâtir des communautés capables de comprendre, défendre et exercer leurs droits, il crée des espaces où la voix des femmes, des jeunes et des populations marginalisées devient centrale dans l'élaboration de politiques justes et équitables en Afrique.

Scannez ici pour télécharger le document

©Décembre 2025